



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Lu-vu-entendu,2370>

Lu, vu, entendu

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 891 - juillet 1990 -

Date de mise en ligne : lundi 16 mars 2009

Date de parution : juillet 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'argent, mauvais maître

H.M. de Guérande (L.A.) est exaspéré d'entendre répéter qu'il n'existerait aucun projet de société susceptible de se substituer aux modèles connus et pratiqués. Pour lui, cette absence de pensée novatrice vient de l'importance donnée à l'argent dans toutes nos institutions.

"La civilisation de l'argent est et reste une civilisation de loups furieux cherchant par la concurrence, à s'entre-tuer, où l'homme entre en conflit constant avec autrui. Tout individu, s'il veut survivre, a l'obligation de tromper son partenaire, de ruser avec sa bonne conscience, de se faire courtisan, de prostituer son talent au service de la plus perverse des causes : celle de l'accumulation des profits dans l'investissement, au bénéfice principal d'une oligarchie.

N'est-ce pas, en conséquence, aller se perdre dans les vœux pieux que d'en appeler après les idées de justice et de paix, que de boucher des plans de développement général humain, que d'espérer lutter de façon efficace et durable contre la misère et la faim dans le monde en escamotant la nécessité d'une opération chirurgicale dans les usages monétaires datant de Babylone ? C'est le cadre économique, avec ses règles déformant le sens commun, qui porte la responsabilité de cette décadence de notre civilisation sur le plan moral et humain. Infantilisés par les propagandes, absorbés par ses soucis quotidiens, livrés à un travail souvent sans attrait, l'individu finit par se désespérer, perdant toute chance de reconquérir sa dignité. La finalité du progrès ne saurait être ni la prospérité du commerce bancaire, ni l'enrichissement d'une oligarchie, moins encore le règne d'une ploutocratie. Elle doit viser avant tout la sécurité d'un revenu pour tous, l'abolition constante du niveau des approvisionnements utiles, après suppression des gaspillages et intelligente planification de l'emploi qualifié rendu à des tâches socialement utiles et moralement saines, l'enrichissement du loisir, l'expansion des activités libres, là où l'homme retrouve un peu de sa dignité et l'occasion d'être considéré.

Enfin, une économie humaine, cela signifie encore l'établissement d'un ordre hiérarchique fondé sur d'autres critères que le gain, un ordre de valeurs honorables où le profit n'exerce plus son dictat pardessus le besoin humain, où l'homme cultivé acquiert la primauté sur le marchand alphabète, sur le fripon enrichi.

C'est une civilisation où l'homme s'accomplit totalement, à la fois pour lui-même et au service du bien commun. Nous en sommes fort loin.

(Ouest-France, 3 mai)

Redressement des grandes entreprises françaises

Les Grandes Entreprises auraient découvert la "recette miracle" qui a permis une explosion de leurs bénéfices depuis 1984. Pour l'essentiel, les mystérieux ingrédients de cette panacée seraient : "Produire plus et gagner (beaucoup) plus avec moins de salariés" ...

.. Conséquences : les bénéfices en 89 se chiffrent à + 562 % (francs constants). La France est devenue troisième investisseur mondial derrière la RFA. Le "Financial Times" tresse une couronne de lauriers au président Mitterrand sacré pour la circonstance "meilleur monétaire". (...) "Qui a été le plus disposé à accepter un taux de chômage élevé afin de débarrasser son pays du fléau de l'inflation". (...) Entre 88 et 89 la masse monétaire n'a augmenté que de + 53 % en France pour 142 % en Grande-Bretagne. Le "Financial Times" souligne en outre que : "Le gouvernement socialiste de Mitterrand n'a permis une augmentation réelle des salaires que de moins de 6 %, pendant la même période le gouvernement (ultra-libéraliste) de Madame Thatcher aura concédé 20 %".

(Courrier Picard du 21 avril, transmis par J.M.N., Neuilly-sur-Seine)

Partager le travail, solution au chômage

Etienne Vignon n'en doute pas. Les économies occidentales sont dans un cycle durable de sous-emploi, du fait de l'amélioration constante de la productivité et des rigidités du marché de l'emploi, notamment sur le plan salarial. "On produit de plus en plus d'exclus quand la richesse s'accroît" note-t-il avec un certain pessimisme.

Présente Angoulême, ce week-end pour une conférence devant le mouvement des cadres chrétiens, l'ingénieur en retraite a défendu le point numéro un de sa thèse : c'est par le partage et l'aménagement du temps de travail que le pays peut sortir de la spirale négative qui condamne plus de deux millions de personnes à l'inactivité.

Partager le travail implique une réflexion sur le rôle social de chacun et son utilité dans l'entreprise. Etienne Vignon n'hésite pas à dire qu'on peut souvent se passer du plus indispensable des salariés ou des employeurs. Si le partage du temps de travail implique aussi un partage des revenus "cela peut être compris

de chacun" le gisement d'emplois à exploiter se trouve aussi dans les services marchands et non marchands, dans les "aides à la personne", les activités d'accompagnement scolaire, etc...

Pour l'auteur de "Le travail demain, un privilège ?", les blocages sociaux qui paralysent ce type de réforme nécessitent "un vrai changement de mentalité" et un "acheminement différent des revenus". A noter que Georges Chavanes, ancien collègue d'École préparatoire de Georges Vignon, a préfacé son ouvrage.

(Charente Libre du 14 mai, transmis par M. D. Angoulême)

NDLR : Partager le travail ne suffit pas. Il faut aussi solvabiliser les consommateurs et décourager la spéculation.

Le Japon au secours du Baugeois

La signature en septembre dernier, dans la grande salle du château de Baugé, de l'acte de vente, par la municipalité, de 200 hectares au groupe japonais Ogisaka, pour la réalisation d'un golf, d'un plan d'eau et d'un complexe hôtelier, est lourde de symboles et préfigure peut-être ce que nous réservent les années à venir. Le Baugeois est le "pays" de Maine-et-Loire le plus menacé par la dépopulation et la désertification. Région de tradition et d'élevage extensif, son avenir agricole est condamné et la politique européenne de "jachère" la menace particulièrement.

Par contre, géographiquement, le Baugeois a des atouts extraordinaires. A mi-chemin entre la capitale et la côte atlantique, à quelques lieues des châteaux de la Loire, il est traversé par l'autoroute Océane, par le TGV qui s'arrête au Mans et Angers, et, dans les années à venir, l'aéroport de Seiches-Marcé sera à deux pas.

En achetant les 200 hectares des Bordes et du moulin de Fougères, sur les communes de Baugé et Pontigné, au prix de 22.000 F. l'hectare, ce ne sont pas 60 hectares de terres agricoles et 140 de marais qui, au prix du marché, valaient beaucoup moins, que le groupe Ogisaka a acquis, mais un espace dont la topographie convient aux loisirs, et qui en même temps est magnifiquement desservi.

Nous sommes donc en présence d'un phénomène nouveau, mais qui risque de se généraliser dans nos belles campagnes, à savoir, le remplacement de l'espace agricole par des espaces de loisirs. Et comme par hasard, c'est un groupe venu de la première puissance financière du monde qui choisit de venir y investir.

L'année Angers vient d'adopter pour un projet industriel (Subaru), Baugé réussit avec un projet de loisirs. Toute une région applaudit.

(article de la revue trimestrielle l'Anjou, transmis par J. G. , Tours)